

# **(DES-)INTEGRATION& (DE-)CONNEXION DANS L'ESPACE POST-SOVIETIQUE (1991-2016)**

**CERI – IFEAC – IFG – Paris 8**

## **I - Objectif du colloque**

---

Organisé à l'occasion de la date anniversaire des vingt-cinq ans de la dissolution de l'Union soviétique, ce colloque international a pour objectif de questionner de manière transversale les conséquences de cet événement géopolitique majeur, à travers un prisme inédit : les logiques d'intégration/désintégration et de connexion/déconnexion. Il s'agira de comprendre ces mécanismes dans leurs manifestations sociétale, normative, linguistique, régionale, interétatique, etc. Ces couples conceptuels permettent d'analyser les défis, les processus de transformation et les choix politiques sur l'espace couvrant l'ensemble des quinze républiques post-soviétiques.

Le colloque propose de répondre à une question générale : comment les choix politiques et les nécessités économiques façonnent-ils les rapprochements, les divergences ou les fractures au sein de l'ancien espace soviétique ? Les croisements disciplinaires seraient ici particulièrement féconds.

## **II - Cadre d'analyse : dés-intégration ou dé-connexion ?**

---

L'approche en termes d'« intégration / désintégration » permet de développer des analyses à la fois en géopolitique, relations internationales et sociologie.

Ces deux notions s'inscrivent en premier lieu dans le cadre des relations internationales, notamment autour du concept du « multilatéralisme régional » (Myllonas 2012). Ce concept examine les logiques de création ou de fragmentation des formats d'intégration régionale entre des États souverains. Après la chute de l'URSS, les anciennes républiques ont essayé de préserver des liens économiques, politiques et sociaux. Le format multilatéral de la Communauté des États Indépendants (CEI) fait figure de tentative initiale, puis différents formats régionaux et bilatéraux ont été privilégiés (Duchêne 1993) : l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation pour la démocratie et le développement (GUAM), l'Union Économique Eurasiatique, etc. De fait, il n'existe aujourd'hui plus aucun format effectif qui regrouperait l'ensemble des anciennes républiques de l'URSS. Cette entité est définitivement désintégrée et le poids de son héritage s'allège. En témoignent les évolutions politiques des vingt-cinq dernières années : tandis que certains États postsoviétiques ont cherché – à divers degrés – à préserver des liens avec la Russie (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Arménie), d'autres ont préféré insister sur leur propre voie de développement

(Parmentier 2014) en prenant leur distance avec la Russie et d'autres républiques post-soviétiques (Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Géorgie), d'autres enfin ont rapidement choisi l'intégration dans l'Union européenne (pays Baltes) ou sa politique de voisinage (Moldavie), voire la neutralité absolue (Turkménistan).

Plusieurs alliances régionales se sont avérées instables et inefficaces, en particulier le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) et l'Organisation centrasiatique de coopération (CACO). En parallèle, des formats mini-latéraux se sont développés avec des pays extérieurs à l'ex-URSS, comme par exemple l'Organisation de Coopération de Shanghai. C'est donc la fragmentation qui prévaut, à laquelle répondent des initiatives d'intégration régionale, dont l'Union économique eurasiatique est aujourd'hui une illustration patente. Depuis 2015, cinq anciennes républiques de l'URSS en font partie, sur la base d'un accord douanier et économique : Russie, Kazakhstan, Biélorussie, Arménie et Kirghizistan. Le Tadjikistan négocie quant à lui son adhésion.

Ces évolutions confirment les hypothèses théoriques des études sur l'intégration régionale. D'après Höttné et Söderbaum (2000), la création des États souverains, fondée sur un processus de *nation-building*, entraîne une consolidation des territoires nationaux, dont résulte une orientation introvertie et, par conséquent, un déclin du niveau d'intégration régionale. Cela a été observé dans les contextes postcoloniaux en Amérique latine au 19<sup>ème</sup> siècle et en Asie et en Afrique au 20<sup>ème</sup> siècle. Ces processus s'accompagnent du déclin des identités communes, ici la citoyenneté soviétique. Cependant, après un certain temps, ces États peuvent s'engager dans la création ou la préservation d'anciens liens économiques, politiques et sociaux.

Force est de constater aujourd'hui que l'intégration régionale est plus extravertie qu'introvertie. D'après Krapohl et Fink (2013), il ne suffit pas d'avancer des liens historiques, normatifs ou culturels afin de vitaliser l'intégration régionale. Les étapes de cette intégration suivent plutôt des logiques de création de marché. Dans l'ex-URSS, les États ont développé des relations économiques soutenues avec la Chine et l'Union européenne, ce qui implique des tendances centrifuges. Ce développement est accéléré par le déclin des échanges au sein de cet espace : le commerce entre les pays d'Asie centrale ne représente que 3% leurs échanges commerciaux. En même temps, les différents acteurs extérieurs avancent de nouveaux formats, comme la Chine avec son programme de *Silk Road Belt*, l'Union européenne avec sa politique de voisinage, ou les États-Unis avec leur *New Silk Road Initiative*. De même, la reconfiguration des réseaux de circulation des informations, biens et personnes questionne la pérennité d'une structure de flux héritée de l'organisation territoriale de l'URSS. Ainsi, la Russie apparaît désormais au centre des échanges mondiaux de données numériques, contrôlant grâce à sa centralité dans les infrastructures du cyberspace des pans entiers de l'économie numérique des anciennes républiques soviétiques. Mais peut-on encore parler d'un espace postsoviétique ?

Si les relations internationales nous invitent à abandonner ce vocable, la sociologie permet de reconsidérer la chose sous un autre angle. Qu'en est-il des relations familiales, de la vie économique ou religieuse, des identités nationales (Eriksen 2007) ? La notion d'intégration plonge ses racines dans la tradition sociologique. On trouve d'abord ce concept chez Durkheim, qui l'utilise pour éclairer la problématique du lien social en distinguant solidarité organique et mécanique. D'un côté, on trouve des sociétés féodales fondées sur un

principe de similitude ; de l'autre, des sociétés modernes où la division du travail social crée de l'interdépendance fonctionnelle entre les groupes et les individus. Les croyances et les pratiques partagées permettent ainsi l'adhésion à des buts communs et produisent de la solidarité. Mais lorsque les instances de socialisation changent, comme cela est le cas depuis les indépendances avec, par exemple, l'adoption de nouvelles politiques linguistiques, les impératifs peuvent être moins contraignants et cela peut faire émerger des sentiments de malaise ou de frustration chez les individus. Comment appliquer cette grille aux sociétés d'ex-URSS ?

À l'instar de Parsons (1937), on peut appréhender l'intégration des normes culturelles ou de toute autre composante élémentaire servant de socle aux groupes sociaux. Dès lors que l'on s'intéresse aux effets d'intégration – et à la dynamique contraire de désintégration –, on prête attention aux relations entre acteurs, tels que les PME et le gouvernement (Özcan 2010) ou bien entre partie d'un système social plus large. L'idée de connexion entre ces éléments est donc centrale pour l'analyse. Peut-on ainsi examiner les effets de Facebook, VKontakte, Instagram, Twitter sur la vie familiale ou la citoyenneté en situation autoritaire, à l'heure où les pouvoirs publics prônent le *e-government*, par exemple au Kazakhstan ?

Les groupes humains sont ainsi traversés pas des dynamiques qui les rendent plus ou moins intégrés et cohérents. Cela se produit sur la base de processus politiques, certes, mais également économiques ou sociaux, générant des effets de stabilisation ou de déstabilisation. Il suffit de passer en revue l'ensemble des sociétés humaines identifiées par la recherche archéologique pour s'apercevoir que 80% d'entre elles se sont désintégrées. De ce point de vue, l'analyse en termes d'intégration / désintégration est au cœur des débats sur l'apogée et le déclin des empires et des civilisations (Teune 2011).

### **III - Thèmes privilégiés pour les communications**

---

Sur la base de ces questionnements, il est possible d'aborder une multitude de sujets illustrant les deux couples conceptuels fondamentaux : intégration / désintégration et connexion / déconnexion. Les propositions de communications nourries par des enquêtes de terrain récentes sur l'ensemble des quinze républiques post-soviétiques, ouvrant des pistes théoriques nouvelles, ou s'appuyant sur des comparaisons, seront privilégiées.

Voici une liste non exhaustive des thématiques envisagées pour le colloque :

- Les processus d'intégration régionale (Union économique eurasiatique, Organisation de coopération de Shanghai, Organisation du Traité de sécurité collective, etc.) et les choix diplomatiques des États ;
- L'intégration des pays post-soviétiques dans les flux économiques de la mondialisation, que ce soit sur le plan des capitaux, des biens, des services ou des migrations de travail.
- Les rapports entre intégration socio-économique, consommation et citoyenneté ;

- Les flux migratoires et leurs répercussions sur les liens économiques, les structures familiales, les sociétés de provenance, les effets d'intégration sociale dans les pays d'accueil, etc.
- Les effets produits par l'intégration dans les réseaux numériques globaux et les tentatives de contrôle par les autorités
- L'intégration ou la désintégration des minorités (ethniques, linguistiques, sexuelles) dans les sociétés post-soviétiques ;
- Les menaces de désintégration du corps social, face au mécontentement grandissant exprimé par les ouvriers, les retraités, les fonctionnaires ;
- L'intégrisme religieux et les risques qu'il fait planer sur la stabilité des États, dès lors que l'on aborde les attentats terroristes comme une « désintégration » de la vie humaine, aussi bien du point de vue des kamikazes que des victimes ;
- Les différences de perception entre générations : comment les « jeunes » se positionnent-ils dans des sociétés recomposées, stratifiées différemment de celles que leurs parents et grands-parents ont connu au même âge ?
- Les réseaux sociaux comme nouveaux creusets de mobilisations citoyennes

### **Calendrier**

1<sup>er</sup> juillet : date limite pour la soumission des abstracts + CV

[colloque.25ans@gmail.com](mailto:colloque.25ans@gmail.com)

15 juillet : notification d'acceptation des propositions

30 septembre : date limite pour l'envoi des communications

21-22 novembre : colloque

**Langues de travail** : anglais et russe (sans traduction simultanée)

### **Comité scientifique**

Karlygash Abiyeva (CERI-Sciences Po)

Bayram Balci (CERI-Sciences Po)

Adrien Fauve (CERI-Sciences)

Olivier Ferrando (IFEAC)

Kevin Limonier (IFG – Paris 8)

## **Bibliographie**

Gérard Duchêne 1994. Intégration ou désintégration économique dans l'ex-URSS. *Revue économique* 45(3), 575-588.

Emile Durkheim 1968. *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris : PUF.

Thomas Eriksen 2007. *Globalization the Key Concepts*. Oxford: Berg Publishers.

Björn Hettne / Fredrik Söderbaum 2000. "Theorising the Rise of Regionness," *New Political Economy* 5(3), 457-472.

Sebastian Krapohl /Simon Fink 2013. "Different Paths of Regional Integration: Trade Networks and Regional Institution-Building in Europe, Southeast Asia and Southern Africa," *Journal of Common Market Studies* 51(3), 472-488.

Harris Mylonas/ Emirhan Yorulmazlar, "Regional Multilateralism: The Next Paradigm in Global Affairs," *CNN*, 14 January 2012.

Florent Parmentier 2014. *Les chemins de l'État de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie*, Paris: Presses de Sciences Po.

Talcott Parsons 1937. *The Structure of Social Action*, McGraw-Hill, New York.

Henry Teune 2011. "Political integration", in Bertrand Badie, Leonardo Morlino, Dirk Berg-Schlosser (eds), *International Encyclopedia of Political Science*, London: Sage.

Gul Berna Özcan 2010. *Building States and Markets. Enterprise Development in Central Asia*, London: Palgrave Macmillan.